

# ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde



**POUR SAUVER  
LES BANQUES,  
ILS SAIGNENT  
LES PEUPLES !**

**VOLEURS !**

**Crise, retraites...  
Aux banques de payer !**

**Extrême droite :  
La solidarité  
est notre arme**



# Désintox

## Rigueur

On attendrait un peu plus de *rigueur* de la part de nos hommes politiques dans l'usage qu'il font des mots, autrement dit un peu plus d' "exactitude", de "précision", de "rectitude", selon l'emploi courant et positif du terme, appliqué au raisonnement, à l'analyse ou aux mathématiques.

Mais *rigoureux*, il ne le sont que dans la guerre sociale qu'ils mènent contre les peuples... dans le sens étymologique de *rigueur* du latin *rigor*, "raideur, dureté, rigidité" et au figuré "inflexibilité, sévérité".

Le mot, dès le XVIe siècle, est synonyme d'indifférence, de dureté voire de cruauté. Il réactive la valeur d'origine de *rigueur*, lorsque *rigor* s'appliquait à la "raideur causé par le froid". Quand ça gèle, quoi ! Ainsi parle-t-on des *rigueurs de l'hiver*, des *rigueurs du destin*... Quant aux *arrêts de rigueur*, les troufions en savent quelque chose.

Est-il besoin de dire que ceux qui nous gouvernent sont indifférents à la misère du monde, inflexibles dans leur soif de pouvoir et de richesses, raides

dans leurs bottes quand il s'agit de profits ?

Mais là où, en toute *rigueur* et logique, nous leur en *tenons rigueur* et gardons rancune, c'est quand, en plus de nous saigner, ils nous prennent pour des truffes !

«Nous devons mener non une politique de *rigueur*, mais une politique responsable», nous enfume Sarkozy. Et Fillon d'annoncer non un plan de *rigueur* mais un gel des budgets de l'Etat.

L'expression "politique de *rigueur*" est déjà une première tentative pour nous rouler dans la farine. Les socialistes au pouvoir en 1983, bien décidés à serrer la vis sociale, ne peuvent reprendre le mot «austérité» : il avait qualifié le même genre de politique sous Raymond Barre, ministre de Giscard... que la gauche avait alors combattu.

La politique de *rigueur* de 1983 à 1986 ? C'est l'explosion du chômage et la défaite électorale lors des législatives de 1986. On comprend que Sarkozy

rechigne à reprendre le mot. Le champion du bouclier fiscal s'en défend en précisant qu'une politique de *rigueur* impose une "augmentation généralisée des impôts" et que, lui, ne s'y résoudra jamais. Mais même le dictionnaire ne s'y trompe pas. Le *Grand Robert* définit la réalité d'une politique de *rigueur* : "une gestion économique et financière stricte (souvent au détriment de certains citoyens)". Il aurait pu écrire "de la grande majorité des citoyens".

Le maire de Bordeaux, relooké en humaniste, sur la ligne de départ pour les présidentielles, souligne «l'absolue nécessité» de veiller à ce que la «*rigueur s'accompagne d'une forte exigence de justice*». C'est tout dire !

Finalement, politique de *gel* ou politique de *rigueur*, c'est comme le "plan de sauvetage" pour la Grèce : la garantie du naufrage de son peuple.

ZN

## ABONNEMENTS

### Anticapitalistes !

Le Mensuel du NPA 33

Mensuel : 11 euros (11 N° auprès des comités)  
15 euros (11 N° + frais d'envoi postal)  
Par chèque à l'ordre de Monica Casanova  
à envoyer à NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 Bordeaux

Destinataire de l'abonnement :  
NOM : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
APT, ESC, BAT : \_\_\_\_\_  
N°: \_\_\_\_\_ RUE : \_\_\_\_\_  
LIEU DIT (si nécessaire) : \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL : \_\_\_\_\_  
VILLE : \_\_\_\_\_

### Anticapitalistes !

Directeur de publication : **Jean-Louis Danflous**  
CPPAP : 1014 P 11511 ISSN : en cours  
NPA 33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 Bordeaux  
Imprimerie : Copy-Média  
23 rue Francisco Ferrer - 33700 MERIGNAC

### TOUT EST A NOUS L'HEBDOMADAIRE DU NPA

Tarifs des abonnements (France et DOM-TOM) par chèque à libeller à l'ordre de N.S.P.A.C. (entourez la formule que vous avez retenue). Il est également possible de payer par prélèvement - Se renseigner auprès des militants.

	6 MOIS	1 AN
L'hebdo	28 €	56 €
L'hebdo +La revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif de l'hebdo jeunes, chômeurs précaires	20 €	40 €
Tarif de l'hebdo jeunes, chômeurs, précaires +La revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à La revue mensuelle	22 €	44 €

Destinataire de l'abonnement :  
NOM : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
APT, ESC, BAT : \_\_\_\_\_  
N°: \_\_\_\_\_ RUE : \_\_\_\_\_  
LIEU DIT (si nécessaire) : \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL : \_\_\_\_\_  
VILLE : \_\_\_\_\_

## Sommaire

<b>Retraites</b>	p. 4-5
<b>Nos vies, pas leurs profits</b>	p. 6-7
- SME : la direction recule	
- Ex usine Ford en danger	
- Réflexions sur le congrès de l'UD CG	
- "Hagetmau, capitale de Pôle emploi"	
<b>Peste brune</b>	p. 8-10
- La solidarité est notre arme	
- Lettre ouverte au Préfet et à Juppé	
- L'extrême droite à Bordeaux	
- Contre l'extrême droite, un anticapitalisme offensif	
<b>Dans la santé</b>	p. 11
- Clinique Bordeaux Nord	
- CHU en déficit	
<b>Services Publics</b>	p. 12
- Lycée privé de Pessac	
- Crèches privées	
- Retards de paiements au Rectorat	
<b>Brèves et divers</b>	p. 13- 14
- Lycée privé de Pessac	
- Installation du Conseil Régionale	
<b>International</b>	p. 15
- Contre-sommet de Madrid	
- Elections en Allemagne: correspondance	
<b>A lire</b>	p. 16
- Libre de le dire, T. Nasreen, C. Fourest	
- Le bateau-usine, Kobayashi Takiji	

## Stop à l'Europe des menteurs et des voleurs !

Il y a quelques semaines, les plans géniaux d'Obama-Sarkozy-Merkel & Co avaient sorti l'humanité de l'ornière, la fin de crise était en vue... Puis les "marchés" ont découvert que la Grèce et quelques autres étaient au bord de la faillite. Dans la panique, les Bourses ont chuté, l'Euro reculé... La crise de la dette privée de 2007 s'est mutée en crise de la dette publique...

Les dirigeants européens, Sarkozy-Merkel en tête, poussés par Obama et assistés des patrons de la BCE Trichet et du FMI Strauss-Khan, se sont remis au travail... Ils ont accouché d'un "fonds d'assistance financière" de 750 milliards destiné à racheter la dette des "pays fragilisés", tout en exigeant une aggravation drastique des plans d'austérité qui frappent les populations des pays les plus touchés, mais aussi des autres, sous prétexte de "réduire les déficits" et de "rassurer les marchés"...

### Centaines de milliards pour les banques...

Ces "marchés" sont bien connus : ce sont les grandes institutions financières qui prêtent aux Etats et spéculent sur les dettes. En tête des vautours : le Crédit Agricole, avec 30 milliards de titres de la dette grecque, dont 27 par ses filiales grecques. Après avoir engraisé les actionnaires en siphonnant les intérêts dans les poches des contribuables, ces 30 milliards sont maintenant menacés de disparition en cas de faillite de la Grèce...

Ceci explique cela : les milliards du fonds d'assistance financière, que les Etats vont emprunter aux banques contribuant ainsi à aggraver les déficits publics, seront utilisés, si besoin, à racheter à ces mêmes banques les "titres toxiques" qu'elles ont accumulés par leur folie spéculative. "Rassurées", elles continuent leur jeu de massacre !

### ...escalade de l'austérité contre les populations

Prétendre que ce plan est un moyen d'aider les pays menacés de faillite à sortir de la spirale de l'endettement est un mensonge. Ces pays peuvent crever. Tout le monde sait que les plans d'austérité, aussi violents soient-ils, n'y changeront rien et que, bien au contraire, en diminuant toujours plus le pouvoir d'achat de la population, ils entretiennent la récession et aggravent les déficits. C'est au même résultat qu'aboutiront en France le gel des dépenses de l'Etat, la baisse des aides sociales... que vient d'annoncer Fillon et qui s'ajoutent aux attaques contre les retraites.

La seule chose qui compte pour les prédateurs de la finance, c'est de continuer à s'imposer comme les maîtres en exploitant toujours plus des populations accablées à la misère. Et tant pis si ça conduit dans le mur !

### Chasser les menteurs et les voleurs !

La population grecque, elle, ne s'est pas laissée prendre aux mensonges, et c'est par la grève générale et les manifestations massives qu'elle a répondu aux provocations du gouvernement socialiste et des parlementaires grecs aux ordres.

Elle nous montre la seule voie possible pour sortir de la crise : refuser de payer, contester le pouvoir de l'Europe des banquiers et des institutions politiques à leur service, défendre une autre politique dont la priorité est la défense des intérêts des couches populaires.



Pour plus d'infos et pour nous contacter :  
[www.npa33.org](http://www.npa33.org) - [anticapitalistes@npa33.org](mailto:anticapitalistes@npa33.org)

## Pour défendre nos retraites Imposons une autre répartition des richesses

Le Conseil d'orientation des retraites (COR), structure de "concertation" au service du Medef et du gouvernement auquel participent les Confédérations syndicales, vient de remettre son 2ème rapport. En avril, il annonçait un besoin de financement de 72 à 115 milliards d'euros à l'horizon 2050 et des déficits de 40 à 49 milliards en 2020 (alors qu'ils étaient estimés jusque-là à 25 milliards d'euros). Aujourd'hui, il prévoit qu'une durée de cotisations à 43,5 ans en 2050 avec une augmentation de l'âge d'ouverture des droits à 63 ans (et à 68 ans pour l'âge du taux plein) couvrirait... 50 % du besoin de financement en 2030 et 36 % en 2050 !

Pour Woerth, ministre du Travail, "Les chiffres font froid dans le dos. (...) C'est pour ça qu'il faut faire une réforme urgente". La campagne de propagande et de chantage du gouvernement sur la "catastrophe démographique" tourne à plein régime !

Mais la démographie est une fausse évidence. Si le rapport entre actifs et retraités a changé (en 1960, il y avait 4



actifs pour 1 retraité, en 2000, 2 actifs pour 1 retraité), la productivité du travail est aussi bien plus importante et les 2 actifs d'aujourd'hui produisent plus que les 4 de 1960.

Où est passée alors la différence de gain de productivité ? La part des dividendes versée aux actionnaires est passée de 3,2 à 8,5 % du PIB entre 1982 et 2007, pendant que celle des salaires passait de 70 % à 60 %. En clair, la part qui revient aux travailleurs dans les richesses qu'ils créent a

baissé continuellement au profit des capitalistes depuis les années 80 : un vol d'environ 171 milliards d'euros par an !

Toutes ces soi-disant "prévisions" n'envisagent jamais que la répartition des richesses produites puisse changer. Pour le COR, les actionnaires doivent continuer de détourner toujours plus de richesses.

Défendre les retraites, cela signifie inverser le rapport de force pour imposer des embauches massives dans les services publics, interdire les licenciements et partager le travail entre tous pour imposer notre dû : 300 € d'augmentation des salaires et pas un revenu en dessous de 1500 € net.

Cela ne ruinera pas l'économie ou la productivité comme le répète Parisot, mais baissera le taux de profit qu'empochent patrons et financiers. Il y aura alors de quoi financer les caisses de retraites et imposer les 60 ans à taux plein et les 37,5 annuités pour tous maximum.



Laurent Delage

## Plan Retraites A COR et à crise

Le rapport du COR (Conseil d'orientation des retraites), remis au gouvernement le 14 avril dernier, vient de se voir compléter d'un "dossier technique". Ce dernier est réalisé sous la seule responsabilité de son président. A chacune de ses pages est indiqué qu'il "n'engage pas le Conseil" (sic). "Certains membres ont d'ailleurs exprimé leur désaccord" avec ce document (re-sic), les représentants syndicaux notamment - mais que font-ils dans cette galère...

Ce document présenté par les médias comme "alarmiste", est censé envisager les différents effets des différentes mesures prises dans les différents cas d'évolution des différentes situations économiques... suivant une seule logique : celle du gouvernement, bien sûr !

Le constat est sans appel : allongement de la durée de cotisation et/ou recul du départ à la retraite, nous n'arriverons pas à boucler les comptes des caisses de retraites, du privé comme du public.

Immédiatement, le Medef en tire ses conclusions, jamais pris de court. La solution passe par l'épargne retraite, bien sûr ! Traduction : les salariés (qui le peuvent) payent toute leur vie des primes d'assurances, ou achètent des actions d'entreprises en "capital retraite". Ils liquideront ou revendront tout cela

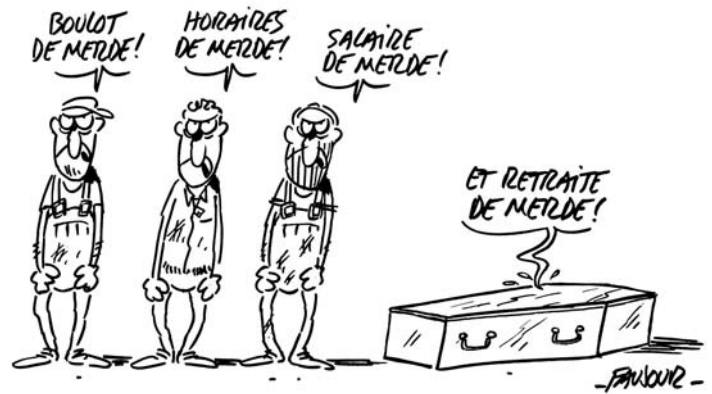
quand ils seront vieux... si la compagnie ou l'entreprise n'a pas fait faillite entre temps (cf. les dégâts sociaux du crash frauduleux d'Enron). Et pour ceux qui ne peuvent pas payer...

Ce sont de véritables fortunes à récupérer pour les financiers. Les patrons versent en gémissant, sous forme de "cotisations patronales", 40% de la part de nos salaires. Cette part de notre travail échappe aux financiers. Ce "salaire différé", socialisé, qui sert au financement de notre système de soins et de retraites, ils veulent le récupérer. En ces temps de crise, il faut aller chercher les milliards où ils se trouvent. C'est-à-dire dans nos poches !

Bien que changer la durée de cotisation et l'âge de départ en retraite ne résolve rien, le gouvernement continue sur cette voie. Travailler plus ? Oui, jusqu'à partir les pieds devant !

Les centrales syndicales se disent prêtes à la bagarre. Enfin ! Ça tombe bien, le beau temps arrive.

Nous sommes nombreux, militants syndicaux, politiques, associatifs, ou simples citoyens, à nous regrouper dans des collectifs unitaires qui apparaissent sur tout le territoire. Nous défendons le départ à la retraite à 60 ans maximum, 37,5 annuités maximum de cotisation et le renforcement du système par répartition. (cf. pétition à lire et à signer sur <http://exigences-citoyennes-retraites.net/>)



Impossible ? Rien qu'une taxe minime sur les 6 000 milliards de transactions financières effectuées par jour, suffirait largement.

Alors nous devons nous rassembler pour porter le même objectif : faire battre en retraite... le gouvernement.

Patrick Gélos

### Collectif unitaire départemental

Un ensemble d'organisations girondines se sont rassemblées pour organiser la défense de nos retraites et la riposte nécessaire face aux plans du gouvernement.

Les revendications communes sont :

- maintien de la retraite à 60 ans maximum ;
- durée de cotisation limitée à 37,5 annuités ;
- maintien du système par répartition ;
- aucune retraite inférieure au SMIC.

les signataires sont à ce jour :

AC !Gironde, ATTAC, Collectif retraites Rive-droite, Collectif retraites Talence, FASE, Fondation Copernic, EE / Les Verts, FSU, GU, LDH Talence, MNCP, PG, Solidaires et le NPA.

Le collectif départemental  
**Pour nos retraites**  
organise un meeting unitaire

**Vendredi 4 juin**  
**à 20h00**  
**Athénée municipal de Bordeaux**

Un certain nombre d'intervenants sont prévus, leur nom sera visible, dès confirmation de leur participation, sur le site du NPA33 ([www.npa33.org](http://www.npa33.org))

# Nos vies, pas leurs profits

## **SME-Saint Médard**

### **Les grévistes font reculer en partie la direction**

Malgré la grève sur St Médard, les délégués centraux CFDT et CGC ont fini par signer un accord avec la direction à Paris le 15 mai. La conséquence sur le site de St Médard est que des cadres appellent la CGC "la CGC-MEDEF", et que la section CFDT doit retirer son logo des tracts mais que ses syndiqués affirment qu'ils continuent la grève.

Au bout d'un mois de grève (voir *Anticapitalistes* n° 10) les retards de production coûtent chers. La direction durcit son attitude en convoquant individuellement ou en appelant directement sur les portables pour faire reprendre, en vain.

Elle va tenter alors de nous piéger. Une production périssable étant lancée mal-

gré la grève elle accepte de négocier à condition qu'il y ait la reprise. La grève est maintenue. Le jour de la négociation le DRH propose une "carotte" qui nous divise. Il dit que si nous n'acceptons pas ce sera le "bâton" et menace de "dénoncer l'accord d'entreprise". SUD et CGT quittent la réunion en demandant qu'il revise sa copie. Le lendemain il annonce que la production est jetée en accusant les syndicats et les grévistes d'être responsables du gâchis.

Ce dénigrement échoue. La direction préfère jeter plus d'argent que ce que nous demandons. A l'opposé SUD et CGT appellent au soutien financier dans et hors de la SNPE. C'est un succès.

La veille du rassemblement du 7 mai,

SUD et CGT demandent à la direction de faire des propositions. Le jeudi soir des négociations téléphoniques ont lieu. Le 7 mai le piquet à l'entrée devient une AG. Après 5 semaines de grève, la majorité de l'AG accepte les propositions de la direction qui rajoutent 150 € à la prime annuelle pour 2010 et 350 € pour l'année 2011. Ce n'est pas notre revendication mais c'est un compromis acceptable.

L'avis qui ressort c'est que l'on a fait reculer la direction en obtenant plus que l'accord, même si l'on perd le talon (somme minimum garantie en augmentation générale). Nous nous sommes fait respecter du PDG qui veut nous mettre au pas.

*Correspondant NPA*

## **Usine ex-Ford en danger**

### **quelle perspective pour sauver réellement tous les emplois ?**

La reprise de l'usine Ford apparaît aujourd'hui de plus en plus comme un moyen de sous-traiter la liquidation d'un site. Ford se désengageant progressivement, éviterait ainsi d'assumer directement la fermeture de l'usine et la suppression de près de 2000 emplois. Le repreneur apparaît lui comme un profiteuse, n'ayant strictement rien mis dans l'affaire (c'est Ford qui paye tout) et n'investissant même pas les 140 millions promis.

Les projets concoctés par HZ, son partenaire industriel allemand Hay, tout cela sous l'œil bienveillant de Ford, tombent à l'eau au fil des mois. Rien n'a encore vu le jour après plus de 12 mois de bricolage. Même le projet phare, celui consistant à fabriquer des couronnes pour les éoliennes, est à ce jour plutôt compromis. Après avoir soutenu que le retard provenait d'une difficulté de faire financer ce projet par les banques, voilà qu'il pourrait être abandonné car pas assez intéressant. Entre temps, le gouvernement s'est engagé à prêter les millions d'euros manquant mais cela ne semble pas changer la donne.

En fait, tout ressemble à une énorme escroquerie. C'est en tout cas ce que pensent la grande majorité des salariés. Tout leur apparaît comme une opération de manipulation des patrons. La désillusion est grande et l'écœurement grandit. Le problème est que cela ne se traduit pas du tout par une montée de la combativité. Au contraire, l'ambiance est de plus en plus à la résignation.

C'est un peu comme si l'expérience de ces deux années de lutte avait été oubliée ou effacée dans la tête des collègues. Une lutte qui pourtant avait permis d'empêcher une fermeture programmée pour avril 2010 et de repousser le désengagement de Ford qui est là jusqu'à fin 2011. Les plans de licenciements nous étaient promis et la direction avait voulu nous les faire accepter en proposant un accord dit de "garantie" qui planifiait les plans de suppressions d'emplois sur 3 ans.

Ces plans de Ford ont été remis en cause par une lutte détermi-

née pour la défense de tous les emplois. Aujourd'hui, l'avenir redevient très menaçant mais ce coup-ci, les salariés ne semblent pas croire que nous pourrions à nouveau empêcher les mauvais coups. Parmi les organisations syndicales, seule l'équipe militante de la CGT maintient le cap de la défense des emplois. Contrairement aux autres, la CGT refuse d'aller sur le terrain des indemnités de licenciements.

Mais la bataille va être rude. Le désespoir des collègues et le manque de perspective réelle font qu'il ne va pas être simple de mener la bataille qui nous attend. Mais c'est à cela que les militants CGT et un noyau de salariés se préparent. Car au bout du compte, il n'y a pas d'autre choix que de défendre son boulot jusqu'au bout. Le déficit est énorme. Il s'agit de redonner l'espoir et la confiance aux collègues. Ce n'est pas simple dans un contexte social de crise où les licenciements et fermetures d'usine continuent de faire des ravages.

Il est évident que la lutte chez Ford ne peut reprendre qu'avec la perspective d'un élargissement de la mobilisation pour la défense des emplois dans la région. Nous ne pourrions pas gagner seuls à l'intérieur des murs de l'usine. La question posée est celle des 1600 emplois directs mais aussi des 8600 emplois induits (chiffres INSEE).

L'objectif est donc de populariser à nouveau la lutte, de la médiatiser, de sensibiliser la population, d'exercer une pression sur les pouvoirs publics, de secouer les élus qui ont tendance à s'endormir après chaque élection et de secouer les responsables syndicaux départementaux. Il faut agir et vite. La CGT-Ford essaie à nouveau de se servir de tous les outils qui existent pour relancer la bataille.

La remobilisation des salariés est bien d'actualité. En tout cas, il ne faut rien lâcher.

*Correspondants NPA*

# Nos vies, pas leurs profits

## CGT Gironde Quelques réflexions sur le congrès

Ce congrès a regroupé environ 350 délégués les 14, 15 et 16 avril. Trois jours de débat très riche, en pleine crise et pendant la grève à la SNCF.

Le 1er jour a essentiellement été consacré au bilan et les jours suivants aux orientations, avec un débat spécifique sur les retraites.

L'introduction du secrétaire sortant donnait le ton : pas question de discuter des revendications. En effet, les repères revendicatifs sont déjà définis et le sujet n'était pas de refaire le congrès confédéral. Un "oubli" de taille : le retour aux luttes de début 2009. Aucun bilan, aucune remise en question... A noter des discours longs et souvent inintéressants de responsables ne suscitant aucun enthousiasme sans que les critiques ne s'expriment franchement.

Cependant, les problèmes ont tout de même été posés dans le débat. Un camarade de Solelectron soulignait la difficulté de porter seuls le combat contre les licenciements.

Des camarades sont intervenus sur le besoin de faire le bilan des luttes, notamment celles de début 2009, en pointant le fait qu'elles étaient sans perspective, trop éloignées les unes des autres. Si certains répondaient qu'il ne suffisait pas d'appuyer sur un bouton pour obtenir la grève générale, la nécessité de défendre des revendications claires était posée. Des militants affirmaient qu'il fallait revenir sur toutes les attaques sur les retraites depuis 1993, qu'il ne devrait pas y avoir de salaires inférieurs à 1500 € nets et qu'il fallait stopper les licenciements dans le public et le privé ; autant de cotisations qui rentreraient dans les caisses. Des revendications qui doivent être un encouragement à préparer le rapport de force qui nous permettra de gagner.

Un camarade de Ford rappelait que l'UD n'avait pas soutenu la

manifestation de fin 2008 contre les licenciements qui était une tentative d'élargir la mobilisation. En fin de congrès, l'ancien secrétaire répondra que c'est parce que des partis politiques avaient aussi appelé à cette manifestation que l'UD n'y avait pas appelé. Etonnant !

Des camarades dénonçaient le diagnostic partagé sur les retraites entre syndicats, patrons et gouvernement qui nous lie les mains et affirmaient qu'il n'y avait pas de problème de retraites, mais la nécessité d'imposer une autre répartition des richesses. Un camarade pensait qu'il fallait quitter le COR (Conseil d'Orientation des Retraites), pour montrer clairement notre désaccord avec son dernier rapport.

A noter que seuls quatre syndicats ont proposé des amendements aux textes et que la plupart des amendements ont été rejetés par la commission des amendements. Une première : les délégués devaient voter sur l'avis de la commission et non directement sur les amendements... Drôle de méthode...

Si les votes ont largement approuvé (88 %) le texte d'orientation, les débats reflétaient des doutes et des interrogations. En tout cas, le "statut du travail salarié", la "sécurité sociale professionnelle", la "maison commune des retraites" sont loin de répondre aux questions des camarades. Certaines discussions ont plutôt été marquées par une démoralisation ambiante. Nous sentons bien qu'il y a un manque de perspective chez les militants, très lié à la situation sociale difficile et au manque de confiance envers les dirigeants de l'UD, et dans la politique du syndicat. Cependant, la conscience existe chez de nombreux militants qu'il y a des choses à changer dans le syndicat, qu'il y aurait des responsables à secouer, et que c'est aux militants de base de prendre les choses en main ; une idée qui s'exprime encore difficilement aujourd'hui.

*Laurent Delage, Isabelle Larroquet, Philippe Poutou*

## "Hagetmau, capitale de Pôle emploi !"

Hagetmau est une ville industrielle de 5000 habitants dans le sud des Landes. Ses entreprises ont employé, dans les années 90, jusqu'à 3500 salariés.

La majorité fabriquait des chaises et des canapés, dont la production se partageait entre deux grosses entreprises industrielles (Capdevielle et Lonné), qui fournissaient la grande distribution, et quelques petites.



Tout allait bien, sur le mode d'une exploitation bien paternaliste, jusqu'au moment où est venue la concurrence des productions à bas coût. Les donneurs d'ordre en ont profité pour exiger des baisses de prix de 25 à 30 %, à prendre ou à laisser. Pour "suivre", les patrons ont licencié et augmenté les cadences...

Les usines se sont vidées. Actuellement, dans l'immense usine Lonné, quasiment neuve, 30 salariés rescapés sortent une centaine de chaises par jour au lieu des 2500 du début. Une partie des locaux désaffectés abrite le Pôle emploi, une provocation pour bien des travailleurs !

Capdevielle employait 1600 personnes en 2005. Il en restait 1300 lorsqu'elle était vendue en 2008, pour 1 euro, à un fond d'investissement. Ils n'étaient plus que 460 le 19 avril dernier lorsque le tribunal de commerce de Mont-de-Marsan a ordonné la liquidation judiciaire de l'entreprise...

Ces 460 nouveaux chômeurs s'ajoutent aux 25 victimes de la fermeture d'une fabrique de meubles, aux 50 qui travaillaient dans des abattoirs du groupe Labeyrie, fermés et aux 42 licenciés d'une unité d'Arcelor Mittal...

*Daniel Minvielle*

# Peste brune

## Antisexisme, Antifascisme, Anticapitalisme

### La solidarité est notre arme

L'année dernière à Bordeaux plus de 1500 intégristes, *pro-vie*, fachos de tout poil se sont rassemblés et ont "marché" contre l'avortement, contre la contraception, contre l'homosexualité, pour une "famille" hétéro-normée, en bref, contre le droit de chacun à disposer de lui-même comme il l'entend. Des marches identiques ont eu lieu à Paris, Madrid, Bruxelles...

Etaient présents à Bordeaux : Bernard Anthony président de l'AGRIF, président de Chrétienté-solidarité, Jean Claude Martinez, ancien élu FN, Jacques Colombier, élu FN, Xavier Dor, fondateur et président de *SOS tous petits*, créateur des groupes d'action violente anti-avortement en France. Lionel Marcillaud, président de *Oui à la vie Bordeaux* et co-organisateur de la *marche pour la vie*.

Cette marche est organisée par *Oui à la vie*, avec le soutien de *SOS future mère*, *SOS tout petit* et tout un ramassis de groupuscules *pro-vie*, vitrine bien pensante derrière laquelle se cachent les relents les plus morbides du fascisme. Dans leur appel et dans la rue, ils sont en effet rejoints et soutenus par les Identitaires, le

Front National, le Parti de la France (Carl Lang). Ils défendent ce qu'ils appellent des valeurs, celles de l'identité et de la chrétienté française, leur discours est celui de la haine de l'autre, du repli sur soi-même, de la peur du changement.

Depuis quelque temps, l'intégrisme religieux, soutenu par les organisations d'extrême droite de la région, s'implante dans la ville et diffuse ses idées nauséabondes. A Bordeaux ce message est surtout relayé par quatre églises et trois librairies : Eglises Saint Eloi, Saint Bruno, Christ rédempteur (Talence), Saint Paul ; Librairies Saint James, la barque des apôtres, Aliénor. Ce ne sont évidemment pas les seuls endroits où

entendre ces discours mais ceux où ils sont les plus diffusés. Chaque mois un rosaire "*pour la vie*" est organisé dans la cathédrale, chaque année une grande prière "*pour la vie*" rassemble tous les intégristes de la région sur son parvis.

Ils veulent propager leur pensée cléricale, réactionnaire et liberticide. Ils sont contre l'avortement, ils considèrent l'avortement comme un crime, les femmes qui ont recours à l'avortement comme des criminelles.

Cette année, le samedi 29 mai 2010, la seconde édition de cette marche de tous les intégrismes aura lieu.



Cette année, le samedi 29 mai 2010, ils ne doivent pas marcher, cette journée doit être celle de la défense du libre choix.

C'est pour ça que l'on doit répondre présent, pour défendre le simple droit de disposer de son corps comme on l'entend, de vivre avec qui on souhaite, comme on le souhaite, avec ou sans enfant, marié ou pas, sous le même toit ou pas...

Thierry

## Lettre ouverte au Préfet et à Juppé

### Le 29 mai, ils elles ne doivent pas marcher !

Il n'y a pas un jour sans que les personnalités politiques de Bordeaux ne s'indignent des propos entendus lors de la dernière émission des "Infiltrés".

Tout le monde s'agite, dénonce, pousse des hauts cris mais personne ne semble s'émouvoir de ce qui se prépare et va bientôt avoir lieu à Bordeaux.

Nul ne parle de la conférence du 17 mai organisée par "*l'alliance pour les droits à la vie*" association de Christine Boutin.

Nul ne parle de la prière mensuelle contre l'IVG à la cathédrale St André.

Nul ne parle de la manifestation anti-avortement organisée le 29 mai par les "*provie*", chrétien(ne)s intégristes, encadré(e)s par les gros bras de Dies Irae.

Ce sont les mêmes, à qui aujourd'hui on promet des poursuites judiciaires, qui occuperont la rue le 29 mai, avec votre autorisation, Monsieur le Préfet.

Ce sont les mêmes, à qui, Monsieur Juppé, malgré toutes les protestations, vous avez attribué l'église St Eloi et par là même, les moyens de se développer.

Ce sont les mêmes qui ont manifesté

contre le PACS, devant la Mairie en criant "*les pédés au bâcher*".

Nous demandons que cette manifestation ne soit pas autorisée.

Nous refusons que notre ville devienne un lieu propice à la diffusion des idées racistes, xénophobes, sexistes, homophobes, antisémites, etc.

Nous serons nombreux(ses) dans la rue le 29 mai pour nous opposer à cela si les pouvoirs publics ne prennent pas leurs responsabilités.

Bordeaux, le 12 mai 2010

**Signataires :** Collectif bordelais pour les droits des femmes, AC! Gironde, APAFED, CIDEF, Comité de défense de la Gynécologie médicale 33, Femmes Solidaires, GIROFARD centre LGBT d'Aquitaine, Libre pensée 47, Maison des Femmes, Mouvement Jeunes Femmes, Mouvement le CRI, Ovaïres et contre tout, Planning familial, SOS racisme Gironde, UFAL, UR CIDEF, CNT EAU, FSU, SUBTP33 CNT Bâtiment, Solidaires 33, Sud étudiant, Sud Emploi, UD CGT 33, Europe écologie/ les verts, FASE 33, Gauche Unitaire, Groupe Anarchiste Bordelais, JC33, MJS 33, NPA, Parti de Gauche, PCF 33, PRG 33, PS 33 ... et des personnes à titre individuel.



## L'extrême droite à Bordeaux Juppé a ouvert la boîte de Pandore

Le NPA Gironde a pris connaissance du reportage "infiltré dans l'extrême droite traditionaliste catholique" sur France 2, le mardi 27 avril.

Membres ou non de la LCR à l'époque, nous sommes de ceux qui avaient dénoncé l'occupation de l'église Saint Éloi ou la création de l'école Saint Projet.

Déjà avait été pointé le double discours de ces individus, confits en dévotion latine pour l'extérieur, militants de combat contre les valeurs d'égalité, de liberté et de fraternité à l'intérieur.

Déjà le laxisme dont benoîtement la municipalité Juppé fait preuve à leur égard avait été démontré. Le reportage a validé nos hypothèses au-delà de toutes nos craintes.

Des millions de gens savent désor-

mais qu'à Bordeaux un groupe fascistoïde peut tranquillement se préparer militairement avec semble-t-il des militaires de carrière comme formateurs, créer un local associatif dans une cave décorée des bannières des phalanges franquistes, créer une école où les vérités révélées dans leur version raciste et misogyne peuvent être enseignées.

L'antisémitisme et l'islamophobie suent par tous les pores de ces jeunes souvent de bonne famille, les parents d'élèves et les enseignants. Les enfants qui baignent dans ces idées chez eux y sont confortés à l'école et dans leurs loisirs. Une logique de secte.

Or cela se passe à un moment où la dégradation du service public d'éducation pousse les familles inquiètes à rechercher dans le privé une solution certes illusoire. Il n'est pas question

d'en rester là. Les autorités municipales, de l'Education nationale, de l'armée, ont des réponses à donner. Nous ne faisons pas l'amalgame entre les écoles sous contrat et les écoles hors contrat, mais toutes sont des écoles de la distinction, elles ne sont pas des écoles du vivre ensemble. La bataille pour le refus des écoles privées et la nécessité d'une éducation de tous les enfants, tous ensemble, dans une école publique et laïque doit être menée.

Se mobiliser contre le fascisme n'est pas une diversion dans le combat pour les acquis sociaux et les libertés démocratiques. C'est une part de notre combat de longue haleine dont l'Histoire a montré qu'il devait se développer dans l'unité de tous les travailleurs et de leurs organisations.

*Communiqué du NPA33*

## Micros coupés...

Au-delà du choc provoqué par cette émission on peut se poser légitimement quelques questions sur l'information locale. Il aura donc fallu que des journalistes parisiens "s'infiltrèrent" à Bordeaux pour que ce scandale soit dévoilé. Pourtant il existe des médias locaux, FR3 Bordeaux, "Sud-Ouest", TV7... qui revendiquent une information sans concession et indépendante.

Comment ces médias "de terrain" se sont-ils fait "piquer" le scoop par une chaîne TV nationale (de service public, il faut le signaler) ? Sont-ils à ce point coupés de la réalité locale pour n'avoir pas eu le moindre écho de ces graves événements ? Ou alors, à l'image de Juppé "coupant le micro" chaque fois qu'on évoque sa responsabilité relativement à l'attribution d'un bâtiment public à des inté-



gristes, faisaient-ils l'impasse sur le sujet ? (Ils ont tout de même dû prendre précipitamment le train en marche après l'annonce de la réalisation de cette émission).

Oui, Bordeaux mérite vraiment le surnom de "Belle endormie".

Autre élément de cet aspect médiatique de l'émission, les plaintes de

Savary, lors du débat à la fin de l'émission à Paris, qui affirme avoir été censuré. On aurait coupé les passages de son intervention impliquant la responsabilité de Juppé... Pour la décharge de ce dernier, il faut admettre que, vu la campagne actuelle démagogico-franchoillarde de l'UMP visant à récupérer des voix d'extrême droite, il serait contradictoire de s'opposer à ceux dont on sollicite les suffrages !

En tout cas, il semblerait que les micros se coupent facilement dès qu'on évoque certains faits... Dormez bordelais, votre maire et la presse locale veillent !

*Serge G.*

# Peste brune

## Contre la montée de l'extrême droite Un anticapitalisme offensif

Le reportage des Infiltrés a éclairé ce que la droite et le clergé locaux auraient bien voulu cacher de leurs liens avec les groupuscules intégristes et d'extrême droite. Mais le coup de projecteur a eu aussi un effet déformant, leur offrant une audience sans rapport avec leur importance numérique, d'autant plus que Sud-Ouest a ensuite relayé la parole de toutes ces chapelles, Saint-Eloi, école Saint Projet, Dies Irae...

L'effet médiatique passé, reste que toutes les conditions sont réunies pour favoriser l'extrême droite.

La crise globale du capitalisme et les destructions sociales qu'elle provoque révèlent d'autant plus crument que les partis institutionnels et la démocratie parlementaire se soumettent sans condition à la dictature des financiers. C'est pain béni pour toutes les démagogues fascistes qui peuvent à loisir opposer au libéralisme discrédité les valeurs moïsiques de la nation et de la foi. D'ailleurs, le FN et les autres groupuscules ne se privent pas d'adopter un ton radical, contre le système, la mondialisation, voire le capitalisme, essayant de capter le désespoir que la crise peut provoquer.

La crise du FN, tant en interne pour la succession, que sur le plan électoral avec une grande perte d'élus, malgré la petite remontée aux régionales, a encouragé rivalités, éclatements et proliférations de petits groupes. Mais les idées et le terreau sont toujours là.



D'autant plus que la politique de Sarkozy les encourage, avec ses provocations sécuritaires et racistes (identité nationale, chasse aux sans papiers, loi d'interdiction de la burqa, etc.). Quant à la tolérance du PS aux propos racistes d'un de ses dirigeants, Manuel Valls, pendant les régionales, comme son refus de s'engager pour une régularisation de tous les sans papiers, cela illustre bien à quel point la dérive réactionnaire entraîne toutes

les forces institutionnelles vers la droite.

Les seules limites à cette dérive, c'est le mouvement social et la jeunesse qui peuvent les construire. Face à la crise, à nous de faire entendre de vraies mesures d'urgences internationalistes, pour les droits sociaux et démocratiques, en rupture avec ce système qui est entièrement soumis aux spéculateurs. A nous d'opposer la démocratie large et vivante des mobilisations, où chacun est encouragé à agir et à prendre la parole pour défendre les droits des exploités, des opprimés, de toutes origines.

Plus nous ferons partager un anticapitalisme offensif, en irriguant les organisations du mouvement social, plus nous contribuerons à construire des forces, au-delà de nos propres rangs, qui feront reculer la démagogie de l'extrême droite, son culte des chefs, son populisme qui n'est radical qu'en parole et soumis au capitalisme en réalité.

François Minvielle

**L'université d'été, comment ça marche ?**

Tous les jours, de 9h à 12h et de 14h à 17h, les ateliers et débats ont lieu en parallèle. Plusieurs ateliers de discussion et de formation se déroulent donc simultanément (jusqu'à 4). Cette richesse permet d'assister à peu près tout le monde, mais peut poser un choix d'affiliations entre plusieurs thèmes.

Les créneaux 17h30 - 19h ont lieu (pour certains) de la bibliothèque pour permettre aux bellâtes, les derniers bars de mer de l'arrière ou d'aller tranquillement sur la terrasse...

Dans la soirée, il y a des musiques, des théâtre, du cabaret ou, pour les amateurs, des soirées débats supplémentaires participatives autour d'interventions.

Nous sommes un collectif complet, et si à l'origine c'est un mouvement pour un retour à la collectivité, cela permet d'en faire un moment d'avancée pour tout le monde.

**du mercredi 25 août au samedi 28 août**  
(accueil à partir de midi 12h après-midi, départ le dimanche 29 août après le petit-déjeuner)

**À Port-Leucate, près de Perpignan, dans le village vacances « Les Carrats »**

**Université d'été du NPA**

Pour plus de précisions, consultez le site du NPA : [npa2009.org](http://npa2009.org) ou écrivez nous à : [universite\\_ete@npa.org](mailto:universite_ete@npa.org)

**L'université d'été du NPA**

C'est notre grand rendez-vous avant le congrès national. C'est donc un moment important pour prendre du recul sur une année très chargée, et échanger entre militant-e-s et sympathisant-e-s, ainsi qu'avec nos invité-e-s du mouvement social ou de la gauche anticapitaliste venu-e-s de toute la planète.

**Du 25 au 28 août 2010 à Port-Leucate près de Perpignan**  
au bord de l'eau, dans le village vacances "Les Carrats"

Pour plus d'informations, visitez notre site national : [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

**Investissez contre l'extrême-droite, soutenez le NPA**

**SOUSCRIPTION 2010**

Deux façon de verser :

- par chèque à l'ordre de « NPA souscription » à renvoyer à :  
NPA souscription  
2 rue Richard Lenoir  
93100 Montreuil
- par carte bancaire sur [www.npa2009.org/souscription](http://www.npa2009.org/souscription)

Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant dans la limite de 20 % du revenu imposable.  
Tous les dons effectués avant le 31 décembre 2010 seront déductibles des impôts pour l'année 2011.

## CHU en déficit

### Les banques se frottent les mains

Lors du dernier Comité Technique d'Établissement du CHU, la direction a rendu compte du bilan financier 2009 aux syndicats qui y siègent. Il accuse un déficit de 9,5 millions d'euros, contre 800 000 € l'an dernier, première année où le CHU de Bordeaux présentait un déficit.

Pourtant, le même bilan atteste d'une augmentation de l'activité du CHU... sauf que les réformes des dernières années, dont la "Tarification à l'activité", a entraîné une baisse des rentrées d'argent. C'était le but !

Mais un autre chiffre retient l'attention dans ce bilan, celui des intérêts de la dette que le CHU paie aux banques : 5,1 millions cette année et 4,8 l'an dernier... En additionnant les déficits 2008 et 2009 on tombe sur une somme à peine supérieure à celle des intérêts versés sur ces deux années !

Et ce n'est pas fini puisque le CHU, déjà endetté de 141 millions fin 2009, vient de s'associer à d'autres hôpitaux pour lever un nouvel emprunt sur le marché obligataire. Et comme cet emprunt a été classé AAA selon la codification des marchés financiers (les banques considèrent manifestement que les hôpitaux sont une valeur sûre à dépouiller sans hésiter), il n'y a pas de doute que les financiers vont se précipiter pour "prêter" et empocher !



Il n'y a pas que les États que les requins de la finance cherchent à dépecer à travers la dette publique : les hôpitaux aussi.

Ce déficit qui se creuse a des répercussions très concrètes, entre autre la fermeture de lits, non seulement pendant les congés mais aussi, pour certains, de manière définitive comme les 8 lits de chirurgie cardiaque, 10% du total, qui ferment au 1<sup>er</sup> juin à Haut-Lévêque, ce qui entraîne la suppression de 3 postes d'infirmière et 1 d'aide-soignant.

Et la moitié d'une unité de médecine cardiaque passe, elle, en "hôpital de semaine". En clair, elle sera fermée les samedis, dimanches et jours fériés. Au moins, les malades pourront aller faire les magasins puisque, eux, suivent la tendance inverse! Mais pour les malades comme pour le personnel, difficile d'en rire...

*Correspondante*

## Clinique Bordeaux Nord

### Des négociations salariales mouvementées

Cette année, les négociations salariales ont débuté dès janvier. Elles font suite à la grève des salariés des urgences pour une prime mensuelle de 150 €, obtenue après 30 mn de grève... La direction, craignant que la grève ne gagne les autres services, a augmenté dès janvier les salaires de 1 %, une augmentation à valoir en juillet.

Sur les 595 salariés de l'établissement (sans la sous-traitance), près de la moitié bénéficie de cette prime, le plus souvent obtenue en menaçant de faire grève ou de partir à cause du manque de personnel, des conditions de travail...

Depuis le début des négociations, la CGT de la clinique a organisé plusieurs AG qui ont rassemblé une trentaine de salariés à chaque fois. L'alignement des primes à tous est la revendication princi-

pale. Du travail, il y en a dans tous les services, et tous ont besoin de salaire pour vivre.

Encouragé par le syndicat, les salariés soignants comme administratifs ont envoyé des "courriers pétitions" à la direction revendiquant la prime mensuelle de 150 €.

La direction a répondu qu'elle réfléchirait à une prime de 150 € d'ici 2012... Lors de la réunion de négociations de début mai, elle a fini par proposer une augmentation de 50 € par mois, allant jusqu'à 150 € d'ici 2012... pour les soignants ne bénéficiant pas de la prime, 200 salariés environ, mais pas pour les administratifs, les préparateurs en pharmacie et les brancardiers ou 0,7 % d'augmentation pour tous.

Face au mécontentement des salariés, la direction a organisé une assemblée générale du personnel le 17 mai, à laquelle le directeur du groupe Bordeaux Nord, auquel appartient la clinique, a justifié ses propositions par le fait que recruter des soignants est plus difficile, et que donner la prime à tous... allait faire couler la clinique !

Pourtant, les bénéfices de la clinique ont été de 1,2 million d'euros en 2008 et sont, en 2009, de près d'un million d'euros. En 2008, un million a été transféré à la holding, et on peut penser que ce sera le cas cette année aussi.

De quoi largement répondre aux revendications des salariés qui se chiffrent à environ 400 000 euros.

*Correspondantes*

# Services publics

## " Que la joie demeure "...

Pessac vaut bien quelques messes et quelques gestes sonnants et trébuchants vis-à-vis de l'ancienne "association d'éducation populaire" Jeanne d'Arc-Saint-Joseph récemment rebaptisée "association de gestion Jeanne d'Arc-Assomption". Sur la commune, celle-ci possède école maternelle, primaire, collège et, depuis cette année, un lycée construit en plein centre ville et accolé à la mairie...

C'est ce lycée qui a été inauguré en grandes pompes le 7 mai en présence de tous ses "parrains", du Cardinal Ricard au maire M. Benoit, aux noms prédéterminés, et au président de la Région et ancien maire de Pessac, Rousset. Que du beau monde au milieu des flonflons...

Et si on en croit l'article de *Sud Ouest*, tous ont su se montrer inspirés, tel le maire expliquant que le lycée catholique "*participe à l'embellissement de la ville*" (si, si...) ou Rousset justifiant les 3 millions d'euros versés par la Région (!) : "*créer une école est le plus beau geste de fraternité*".

A l'heure où l'église catholique bordelaise traîne quelques gamelles, ces soutiens sont touchants.

Mais le tableau n'aurait pas été complet sans la délibération votée par le PS et l'UMP au conseil municipal du 20 mai (suite à l'intervention du NPA, PC et Verts ont aussi voté contre, le Modem s'est abstenu) : la mairie se porte garante auprès des banques pour un nouvel emprunt de "l'association" Jeanne d'Arc. Ce n'est que le troisième... deux sont déjà en cours, garantis de la même manière ! N'en jetez plus, la calotte est pleine...

*Isabelle Ufferte, élue municipale NPA*

## Déficit du Rectorat et de l'Inspection Académique Pas question de faire payer les personnels !

Cela devient maintenant une habitude à l'Education nationale, il faut attendre des mois, voire des années avant de toucher les différentes indemnités qui nous sont dues pour participation aux jurys d'examens et concours, heures effectuées dans le cadre de projets particuliers ou déplacements indispensables comme ceux des enseignants remplaçants, membres des RASED (Réseaux d'aides spécialisés aux élèves en difficulté), assistantes sociales... Au point que le Rectorat s'est senti obligé de faire parvenir aux établissements et donc dans les casiers personnels de nombreux collègues une note rassurante, assurant que ces indemnités et heures en attentes seraient bien payées. Dans combien d'années, la note ne précise pas !

N'étant plus payées depuis des mois, les assistantes sociales ont récemment fait grève du déplacement en restant dans leurs établissements de rattachement, pour manifester leur colère par rapport à cette amputation de leurs revenus. Et l'Inspection Académique a annoncé récemment qu'elle ne paierait plus les déplacements des personnels RASED.

C'est un des nombreux exemples des conséquences des restrictions budgétaires qu'on fait payer aux salariés, directement sur leur revenu. Et la situation n'est pas prête de s'arranger, puisque le rectorat et l'Inspection Académique A en sont à devoir payer les différentes indemnités de 2009 sur le budget 2010. Les déficits se creusent à tous les niveaux ! Ne les laissons pas nous faire payer leur crise !

*Christine Héraud*



## Bébés, méfiez-vous !

Lundi 3 mai, *Les petits chaperons rouges* ont inauguré à Mérignac une nouvelle crèche privée interentreprises. Sous ce nom innocent, la société par actions LPCR s'est emparée en à peine dix ans d'un immense marché, pris sur le désert du service public, en créant près de 90 crèches privées avec plus de 1300 salariés.

Pas étonnant qu'elle ait reçu ce satisfecit de Xavier Bertrand : "*Chez Les Petits Chaperons Rouges, le bien-être social contribue à la réussite économique.*"... tout à fait en phase avec le slogan libéral de l'entreprise : "*Des enfants sereins, des parents heureux, des salariés motivés !*" et avec son argumentation pour gagner des clients : "*Réduction de l'absentéisme et du turnover - Mieux concilier vie familiale et vie professionnelle - Ouverture de la crèche 12 heures par jour - Un coût identique à celui d'une crèche municipale*"... Bref, c'est le rêve. L'entreprise prend en charge vos enfants... pour que vous soyez plus performants pour l'entreprise. Un monde parfait !

Bien sûr, le maire PS de Mérignac était présent pour couper le ruban. Car si le secteur privé progresse dans ce domaine aussi, c'est bien parce que l'Etat se met à son service au lieu de développer des crèches publiques gratuites en nombre suffisant : la crèche privée a pour partenaire le Conseil général et la ville de Mérignac, tous deux " de gauche ", et la CAF de Gironde.

*F.M.*

## Soirée-débat du NPA 33

### **Crise : quelle réalité derrière les mensonges d'Etat ? quelle politique pour en sortir ?**

**Athénée Municipal Bordeaux - jeudi 24 juin - 20h30**

La crise, que l'on nous présentait il y a peu comme en voie de résolution, reprend de plus belle sous la forme d'une crise des déficits publics qui menace certains pays de la faillite, mais aussi d'effondrement l'ensemble du système financier.

Les plans pour tenter d'enrayer le processus - concoctés en urgence par l'Union européenne, la BCE et le FMI - sont la copie conforme de ceux qui sont appliqués par l'ensemble des Etats depuis le déclenchement de la crise en 2007.

Ils consistent à aider les banques à se débarrasser des titres de dette publique qu'elles ont accumulés par leur boulimie spéculative et qui vont perdre toute valeur du fait des faillites d'Etat, en les leur rachetant à coup de centaines de milliards... que l'on va emprunter à ces mêmes banques.

Et, versant symétrique de cette politique de soutien massif à la finance, ils s'accompagnent de l'exacerbation des attaques contre les populations, de plans d'austérité qui auront pour effet inévitable d'accentuer la récession et d'augmenter les déficits que ces mesures sont prétendues combattre.

Mais cette politique, par la violence de ses attaques, est aussi en train de pousser des populations entières au soulèvement, à la contestation directe du pouvoir des financiers et des politiciens aux ordres...

**Comment prendre la mesure des bouleversements économiques, sociaux et politiques que les développements récents de la crise sont en train de faire apparaître ?**

**Quelles réponses politiques pouvons nous contribuer à mettre en œuvre ?**

**Le NPA 33 organise une soirée débat pour en discuter. Venez avec vos amis...**

*Adrien (comité jeunes), Daniel (comité Pessac)*

## Transports en commun gratuits !

Régulièrement, dans *Anticapitalistes !*, nous posons la question de la gratuité des transports.

Nous écrivions dans un précédent numéro : "L'option 'transports gratuits' a été prise dans certaines communautés (Châteauroux, Vitry, Aubagne ...) et cela correspond, selon le maire PCF d'Aubagne, à une économie de près de 2000€ par an pour une famille avec deux enfants."

Récemment, en lisant le journal *Sud-ouest* nous pouvions découvrir une brève reléguée comme une info pas vraiment importante :

### **"Les bus gratuits pris d'assaut**

Aubagne. La fréquentation a augmenté de 71% sur le territoire d'Aubagne (Bouches du Rhône), un an après le lancement de la gratuité des transports collectifs. Or, les objectifs de hausse étaient de 50% au bout de deux ans. La gratuité représente un investissement public de 1,1 million d'euros, largement financé par le relèvement par les 12 communes du "versement transport" des entreprises de plus de neuf salariés, qui devrait rapporter 4 millions d'euros en 2010."

C'est pas nous, c'est *Sud-ouest* qui le dit...

La preuve, si cela était nécessaire, qu'il existe des solutions toutes simples pour développer les services de transport en commun, et, comme nous le disions dans le même article, "Alors, oui, la gratuité est possible, cela relève simplement d'une décision politique."

## Rousset aime tant les patrons...

Rousset et le Conseil régional ont décidé, début mai, d'un nouveau cadeau pour le patronat de la métallurgie, la branche patronale contre laquelle doivent ferrailler si souvent les militants syndicaux de ce secteur.

Les titres sont ronflants : *Croissance PMI* (pour les aider à s'adapter à leurs donneurs d'ordres) et *CRIDEM* (Compétitivité, Redéploiement Industriel, Développement des Entreprises de la Métallurgie). Les sommes rondellettes : 460 000 euros de la Région, plus 460 000 euros de l'Etat. Les objectifs clairs : aider les patrons à passer la crise, notamment en payant des formations aux salariés mis en chômage technique. Les justifications habituelles : développer l'emploi et la formation (2500 entreprises, 54000 salariés dans la région).

Ce qui n'est pas dit, et encore moins dénoncé : s'il y a autant de petites, voire toutes petites entreprises dans ce secteur (une moyenne de 22 salariés par entreprise dans la métallurgie !!!), incapables effectivement de payer les salaires quand la production est en baisse, c'est l'entière responsabilité des donneurs d'ordres (aéronautique, automobile, construction mécanique, etc.) qui ont "externalisé" leur production. Par exemple, Dassault est passé de plus de 15000 salariés en 89 à 8000 aujourd'hui... L'externalisation a été tout bénéfique pour ces groupes, alors ce doit être à eux de payer les périodes de chômage technique et les formations des salariés de leurs sous-traitants.

Inutile bien sûr de compter sur Rousset pour imposer des mesures autoritaires dans ce sens. Il préfère leur faire cadeau de l'argent public.

## Le prix du gaz augmente de près de 10% au 1er avril

Ceci est une leçon (douloureuse) des effets du capitalisme appliqué aux biens communs de l'humanité.

En effet, le prix du gaz est indexé sur celui du pétrole brut alors que les prix à la source ne sont pas liés, que le gaz est une ressource moins rare que le pétrole brut. Enfin, en 2009, le prix du gaz n'a baissé que de 11% (après 50% de hausse depuis novembre 2004) alors que les cours du pétrole brut sur lesquels ils sont indexés se sont effondrés de 35% en moyenne annuelle entre 2008 et 2009. Il est évident que le compte n'y est pas.

La hausse appliquée au 1er avril 2010, alors que les prix du gaz n'ont jamais été aussi bas sur les marchés mondiaux représentera une hausse annuelle de 85 € pour plus de 10 millions d'abonnés.

C'est à désespérer de "la loi de l'offre et la demande" puisque l'un des arguments qui avait justifié la fusion de GDF (privatisée) et Suez consistait à vouloir créer un groupe de taille mondiale en situation de "peser" dans les négociations avec les producteurs au bénéfice des consommateurs. Les associations de défense des consommateurs se demandent "Où sont aujourd'hui ces bénéfices annoncés" et aussi s'il "ne profitent pas qu'aux actionnaires ?"

L'État qui est propriétaire de 35% du capital de GDF Suez reste donc décisionnaire en la matière. Il devrait de notre point de vue revoir sa copie et informer en toute transparence de la gestion publique du gaz.

Pour notre part, c'est très clair : **la gestion du gaz doit redevenir un service public** et nous ajoutons **contrôlé par les usagers**.



Pour continuer de ne pas nous rassurer, nous apprenons que le prix de l'électricité va subir une forte hausse et même le prix du timbre poste qui va augmenter de 3,36% au 1er juillet.

Jean-Louis Danflous

### Laborantza ganbara La chambre d'agriculture du Pays Basque relaxée

Dans le n° 7 d'*Anticapitalistes !*, nous racontions le harcèlement judiciaire mené par l'Etat français contre EHLB depuis sa création en 2005 (Euskal Herriko Laborantza Ganbara est la chambre d'agriculture du Pays Basque, proche du syndicat agricole ELB, membre de la Confédération paysanne, et majoritaire en Pays Basque).

Le 6 mai, la cour d'appel de Pau a finalement décidé la relaxe d'EHLB. Le Préfet est donc désavoué, lui qui voulait en finir avec cette "deuxième chambre d'agriculture" mettant en cause l'hégémonie de la FNSEA. Il demandait sa dissolution, de fortes amendes et l'emprisonnement du président d'EHLB ! Rien n'a été retenu.

Une bonne nouvelle.

### Surendettement Du fric sur la pauvreté

Le surendettement a progressé de 10% en un an, avec près de 4500 situations supplémentaires rien que pour la Gironde. Depuis des années, les couplets de morale n'ont pas manqué contre les familles qui étaient présentées comme toujours plus nombreuses à tomber dans les pièges du "crédit revolving" et des "achats compulsifs". Aujourd'hui, la Banque de France est obligée de reconnaître que la réalité est tout autre.

80% des nouveaux dossiers traités par les organismes sociaux montrent que le surendettement est le produit direct de la crise, du chômage, de la misère... et de la baisse des pensions de retraites, avec une forte hausse du nombre de personnes âgées concernées.

Quant aux banques et aux organismes financiers, ils continuent à faire des pubs pour les crédits, à prélever des pénalités scandaleuses, à faire du fric sur la misère.

## Contre l'Europe du capital : grève générale !

### Retour du contre sommet de Madrid

Nous étions 5 du NPA 33 à participer au meeting anticapitaliste à Madrid le 16 mai et à la manifestation internationale le lendemain.

Au meeting, des camarades grecs, portugais et espagnols ont dénoncé les plans drastiques imposés par leurs gouvernements socialistes avec gel des salaires, voire leur diminution (de 5 % pour les Fonctionnaires de l'Etat espagnol), le recul de l'âge de départ à la retraite (envisagé jusqu'à 67 ans par Zapatero) et autres coupes sombres dans les budgets publics. Cette aggravation de la crise constitue un tournant, puisqu'elle révèle l'impasse du capitalisme qui en vient aujourd'hui à remettre en cause des acquis des années 50 comme le SMIC (730 € par mois en Grèce), ou facilite les licenciements (dans l'Etat espagnol, qui en même temps dépense à fonds perdus pour la guerre en Afghanistan)

Le camarade du Bloc de gauche portugais a dénoncé ces « pigs » (porcs) que sont banquiers et financiers qui se frottent les mains parce que « l'aide » que vont fournir les pays européens avec leurs crédits devra leur être remboursée avec 5 % d'intérêt.

La jeune camarade d'Izquierda anticapitalista (Espagne) a rappelé l'incapacité des grandes centrales syndicales à avancer une quelconque politique face à ces attaques frontales. Elle a défendu un programme d'urgence sociale et écologique comprenant l'interdiction des licenciements, le développement des services publics, un seul service public de crédit et d'épargne sous contrôle social. « C'est dans la rue que cela va se jouer » a-t-elle conclu.

La camarade grecque a aussi insisté sur l'unité des patrons face



aux peuples. « Comme eux, nous devons nous unir » a-t-elle affirmé, en rappelant leur prochaine grève générale le 24 mai, puis celle du 27 en France et du 2 juin dans la Fonction publique espagnole. Et tous de conclure avec Olivier Besancenot : « C'est aux riches de payer la crise » !

La manifestation du lendemain, appelée par des mouvements altermondialistes s'opposant au sommet des chefs d'Etat d'Europe et d'Amérique Latine des 17 et 18 mai, fut surtout l'occasion pour environ 3000 militants syndicaux, essentiellement du syndicat CGT (issu du mouvement anarchiste) de manifester aux cris de « C'est une grève générale qu'il nous faut, maintenant ». Nous étions plus d'une cinquantaine de militants NPA à manifester derrière le jeune et dynamique cortège de nos camarades d'Izquierda anticapitalista.

*Claude, Jacques, Laurent, Nadège et Monica*

## " Ils veulent tous gouverner... nous voulons changer les choses ! "

### Retour sur les élections régionales en Rhénanie du Nord-Westphalie

La formation de la gauche radicale allemande Die Linke, créée en 2007, vient de remporter une victoire importante aux élections de Rhénanie du Nord-Westphalie (NRW). En remportant 5,6% des voix, elle double presque le score cumulé, lors des précédentes élections en 2005, du PDS (1) et de la WASG (3,1%), formations dont la fusion a donné naissance à Die Linke. Ces élections représentaient un enjeu particulier. D'abord parce que la NRW est la région la plus peuplée d'Allemagne (près de 20 millions d'habitants), la plupart habitant dans la Ruhr, le centre industriel historique du mouvement ouvrier allemand. Ensuite, parce que la puissante fédération de Die Linke en NRW (10 000 adhérents) est dirigée par une majorité appartenant au courant de gauche du parti, " Gauche anticapitaliste ", animé avec d'autres par les camarades de la IVème Internationale en Allemagne. Enfin, parce qu'avec la défaite de la droite qui gouvernait le Land depuis 2005, le gouvernement d'Angela Merkel perd la majorité à la chambre haute, le Bundesrat.

L'entrée de Die Linke au parlement du Land de NRW, avec 11 députés, est donc une victoire, portant à seize sur dix-neuf le nombre de parlements régionaux où Die Linke est présent. A

l'issue de ces élections néanmoins, le centre-gauche (SPD et Verts) ne dispose pas d'une majorité pour gouverner le Land. Die Linke a donc accepté de négocier avec le SPD et les Verts, en portant le programme radical défendu pendant la campagne : création d'un revenu minimum de 10€ par heure, baisse du temps de travail à 30 heures sans perte de salaire, nationalisation sous contrôle de la population de l'industrie de l'énergie, reconversion écologique des industries (notamment Opel), sortie complète du nucléaire, etc.

Se prononçant en faveur de nouvelles privatisations, le SPD et les Verts ont repoussé l'offre de Die Linke NRW de mener une politique de transformation sociale, qui n'était pas prête comme à Berlin ou dans le Brandebourg à sacrifier son programme pour un accord de coalition avec le SPD. Alors que le SPD a fait le choix de gouverner en " grande coalition " avec la droite, pour Die Linke le combat continue pour l'application de son programme au parlement et dans la rue.

*Correspondant*

1) PDS : ex-parti communiste d'Allemagne de l'Est - WASG : parti issu d'une scission de gauche du SPD (parti social-démocrate).

# A LIRE...



Tour à tour, chacune avec ses mots, son parcours, son histoire personnelle qui leur donne un regard différent, Taslima Nasreen et Caroline Fourest disent leur intransigeance et leur lutte contre l'arriération, tout ce qui entrave la libre expression des corps et des esprits, une constante du livre et de leur vie.

Si on peut ne pas partager l'ensemble de leurs analyses, de leurs points de vue (en particulier leur rapport aux institutions, à la République, une vision qui les empêche pour une part d'approcher les problèmes en terme de rapports sociaux, de classe) on ne peut que prendre plaisir à la lecture de ces échanges et se sentir solidaire de leur liberté et de leurs aspirations.

Les deux femmes combattent, dénoncent, blasphèment avec joie... et en appellent au libre débat et à la confrontation : " *Le fait même qu'une idéologie repose sur une mystification dont le but est d'être sacrée la rend intolérante au fait*

*d'être discutée, critiquée, amendée. C'est la différence entre une croyance et une conviction. Une croyance est une fin de non-recevoir [...] la discussion est impossible "*

I.U.

Taslima Nasreen est médecin, écrivaine, menacée de mort pour son engagement féministe et athée, expulsée pour cela du Bengale, son pays, puis de l'Inde, réfugiée en Europe où elle doit encore se cacher. Ses livres, la plupart autobiographiques, sont un réquisitoire pour la liberté humaine et plus particulièrement des femmes.

Caroline Fourest, journaliste, a écrit sur les mouvements d'extrême droite, leurs liens avec l'intégrisme catholique, puis sur les intégrismes religieux dans leur ensemble. Un de ses récents livres, " Frère Tarik ", est un pamphlet contre Tarik Ramadan. Elle anime la revue ProChoix et devrait être présente à la manifestation bordelaise du 29 mai.

## Le bateau-usine

Kobayashi Takiji

Ce petit livre, publié en 1929, au Japon, connut tout de suite un succès international et devint un livre phare de la littérature prolétarienne. Il connaît aujourd'hui un regain de succès parmi la jeunesse japonaise (il a été publié à des millions d'exemplaires) et vient d'être traduit en français (éditions Yago, 2009). Son auteur, jeune intellectuel révolté rejoint le combat de la classe ouvrière sous l'influence de la révolution bolchevique. Il mourra à 29 ans, en 1933, torturé par la police.

Le roman raconte, de façon directe et simple, la vie de plusieurs centaines de marins, pêcheurs et ouvriers embarqués, plus ou moins de force, sur un rafiôt pourri transformé en usine à pêcher et mettre en conserve le crabe dans le golfe du Kamtchatka. Crabe vendu pour la consommation des classes aisées. Ils travaillent à quelques encablures de la côte russe, dans une région reculée où la lave de la révolution est encore bouillante.

À bord, les conditions sont atroces : faim, scorbut, épuisement, injures, coups, marins abandonnés en mer.

Le roman nous décrit la lente prise de conscience de ces travailleurs, la construction de leur unité malgré les illusions religieuses, le culte de l'empereur et la propagande chauvine. Quelques pêcheurs ayant pu joindre les bolcheviks, à terre, ramènent des tracts qui vont hâter le murissement, jusqu'à la révolte et la grève.



Editions Yago - 18 €

G.B.